

ACCORD DE COLLABORATION ENTRE L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2 ET LA CROIX-ROUGE ESPAGNOLE

REPRÉSENTÉES ET DÉSIGNÉES COMME SUIV

Entre d'une part,

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2,

sise 18 quai Claude Bernard 69365 Lyon cedex 07, France, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER

ci-après l'UNIVERSITÉ LYON 2

Et d'autre part,

La Croix Rouge espagnole (CRUZ ROJA ESPAÑOLA)

sise 26 avenida de la Reina Victoria, Madrid avec n° d'identification fiscal Q-2866001-G, en usage des facultés accordées par procuration le 28 octobre 2019 accordée devant notaire à Madrid, à l'étude de D. Ignacio Manrique Plaza avec le numéro de registre 2995.

Représentée par son Secrétaire Général, Monsieur Leopoldo Pérez Suárez

ci-après la CROIX ROUGE ou l'Entité sociale

L'UNIVERSITÉ LYON 2 et la CROIX-ROUGE sont désignées conjointement comme « les Parties » et chacune d'entre elles comme « la Partie » aux fins du présent Accord.

Les Parties étant habilitées à contracter et se reconnaissant mutuellement la pleine capacité de conclure le présent **ACCORD DE COLLABORATION**, il a été convenu ce qui suit :

PRÉSENTATION DES PARTIES CONTRACTANTES

I.- La CROIX-ROUGE, fondée le 6 juillet 1864 suite à la Conférence internationale de Genève (Suisse) du 26 octobre 1863, est une institution humanitaire fondée sur le bénévolat et reconnue d'intérêt public. Elle exerce son activité en Espagne sous la protection de l'État espagnol, conformément aux dispositions des conventions internationales dont l'Espagne est signataire, au décret royal 415/1996 portant organisation de la CROIX-ROUGE, modifié par le décret royal 2219/1996, à toute législation applicable et à ses propres règles internes. Ses objectifs comprennent la diffusion et la défense des droits fondamentaux de l'homme, l'attention aux personnes et aux groupes les plus vulnérables de notre société, ainsi que la prévention et la réparation des dommages consécutifs aux accidents, catastrophes et autres risques ou accidents collectifs — activités pour lesquelles elle sollicite et accueille la participation volontaire et désintéressée de personnes physiques et morales, publiques ou privées.

En tant que membre d'un Mouvement international, la CROIX-ROUGE adapte ses actions à un ensemble de principes fondamentaux : humanité, impartialité, neutralité, indépendance, bénévolat, unité et universalité.

De même, la CROIX-ROUGE est une entité juridique qui satisfait aux exigences de l'article 3 de la loi nationale 49/2002 du 23 décembre sur le régime fiscal des organisations à but non lucratif et les incitations fiscales au mécénat.

II.- L'UNIVERSITÉ LYON 2 est une entité éducative et académique à vocation globale, implantée en France au cœur de la région Auvergne-Rhône-Alpes, avec pour principales missions de concevoir une grande université attractive et responsable, jouissant d'une réputation d'excellence et d'innovation, et avec une forte influence internationale, ainsi que de proposer une offre de formation et des domaines de recherche de pointe — en adéquation avec les attentes et les évolutions de la société et en lien avec l'ensemble des acteurs du domaine : citoyens, associations, entreprises, communautés locales

III.- L'UNIVERSITÉ LYON 2 et la CROIX-ROUGE sont intéressées à collaborer. C'est pourquoi les deux Parties signent cet accord de collaboration conformément à ce qui suit :

CLAUSES DE L'ACCORD DE COLLABORATION

ARTICLE 1 — DÉNOMINATION

Le présent accord de collaboration, ainsi que les objectifs et les activités qui y sont projetés s'inscrivent dans le cadre de l'initiative internationale intitulée « PROGRAMME DE PROMOTION, RECONNAISSANCE ET DIFFUSION DU VOLONTARIAT »

ARTICLE 2 — OBJET

Le but des présentes est une collaboration entre les Parties pour la promotion des missions de la CROIX-ROUGE à travers des actions de volontariat dans le cadre de ses activités, et de travailler conjointement à la reconnaissance et à la diffusion du mouvement et de ses actions.

Ladite collaboration a pour objectifs :

- d'améliorer les compétences de communication en espagnol de étudiants du Centre de langues de l'UNIVERSITÉ LYON 2 avec des **locuteurs natifs (intervenants)**;
- de développer le savoir socio-culturel des étudiants;
- d'inciter les étudiants à devenir des citoyens actifs et solidaires;
- d'élargir l'horizon des étudiants.

ARTICLE 3 — DURÉE ET SUIVI

Le présent accord en vigueur du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022, **est renouvelable tacitement sur deux années**— à moins que l'une des Parties ne notifie par écrit à l'autre partie sa volonté de ne pas le prolonger au moins DEUX (2) MOIS avant la date de résiliation de la Durée initiale ou de l'une de ses prorogations.

L'une ou l'autre des parties peut résilier le présent Accord en cas de violation grave des obligations convenues. Dans tous les cas, et comme condition préalable à la résiliation de l'Accord par l'une ou l'autre des Parties, la Partie en infraction doit être informée de la violation qui lui est reprochée, et un délai de 15 jours à compter de la réception de la notification doit lui être accordé pour y remédier. Une fois ce délai écoulé sans que la situation de non-conformité grave ait été résolue de manière satisfaisante, l'Accord peut être résilié et une indemnisation pour les dommages peut, le cas échéant, être demandée.

Les deux parties reconnaissent expressément que la conclusion du présent accord ne présuppose aucun type d'engagement à d'autres collaborations ni d'autres contrats entre elles pour aucune autre activité future.

En cas de résiliation du présent Accord, les parties resteront liées par les clauses qui, en raison des caractéristiques particulières de leur contenu, lui survivront — en particulier celles relatives à la confidentialité et aux transferts de droits.

ARTICLE 4 — DESCRIPTION DU PROJET « PROGRAMME DE PROMOTION, RECONNAISSANCE ET DIFFUSION DU VOLONTARIAT »

Le *Programme de Promotion, Reconnaissance et Diffusion du Volontariat* (ci-après le Projet) à l'UNIVERSITÉ LYON 2 consiste à mettre en contact des étudiants en langue espagnole du Centre de langues de l'UNIVERSITÉ LYON 2 avec des volontaires de la CROIX-ROUGE, dans le but de leur permettre de partager leur expérience en langue espagnole.

Grâce à des entretiens en ligne en espagnol, les étudiants participants pourront découvrir une vision différente de s'impliquer socialement, de générer un sentiment de communauté et de devenir un vecteur de transformation sociale et de communication.

En outre, cet Accord vise à mettre en place un processus de reconnaissance et de valorisation de l'activité bénévole en général, et de celle menée quotidiennement par les milliers de volontaires de la CROIX-ROUGE en particulier.

•Modalités pratiques :

L'enseignant est toujours présent lors des interventions des bénévoles de la CROIX-ROUGE.

L'intervention de ces personnes extérieures s'inscrit dans **le projet pédagogique de la classe**.

Il s'agit de travailler sur le volontariat et le sujet de la solidarité à partir de ces interventions (témoignages, entretiens sur Teams ou Zoom) de personnes bénévoles de la CROIX-ROUGE.

Une partie de ces activités se fera en asynchrone (enregistrements) si les conditions techniques et/ou les horaires ne permettent pas de le faire en synchrone.

Ces différentes interventions permettront la réalisation d'activités en langue de communication (espagnol) dont des débats au sein du groupe classe, mettant les étudiants en position active de réflexion et d'interrogation. Aborder les enjeux de société à partir des pédagogies actives est un moyen de motiver les étudiants à s'engager activement dans leur apprentissage (langue espagnole) et de former de futurs citoyens.

Dans un deuxième temps l'enseignant pourra mener un travail de didactisation des contenus produits par les bénévoles. Ces unités didactisées deviendraient des ressources d'apprentissage pour les étudiants.

ARTICLE 5 — ENGAGEMENTS MUTUELS DES PARTIES

L'UNIVERSITÉ LYON 2, s'engage envers la CROIX ROUGE à :

1. Mettre en place un forum avec les bénévoles sur le travail effectué par la CROIX-ROUGE, et afin de faire remonter les questions relatives au développement des activités de volontariat et des initiatives de solidarité.
2. Impliquer la CROIX-ROUGE dans le développement du projet pendant la durée de l'Accord, et communiquer sur la collaboration dans le cadre des présentes conformément aux lignes directrices et aux éléments d'identité d'entreprise fournis par la CROIX-ROUGE.
3. Respecter et sauvegarder à tout moment les principes, normes et valeurs de base de l'Entité sociale, dont l'UNIVERSITÉ LYON 2 a été informée avant l'élaboration du présent Accord par l'Entité sociale elle-même.
4. Mener à bien les actions qui peuvent être nécessaires ou souhaitables pour atteindre les objectifs du présent Accord.
5. Respecter les activités de volontariat ou les initiatives de solidarité, ainsi que la législation sur la protection des données en vigueur dans la juridiction espagnole — en particulier les données des volontaires qui ont exprimé leur intérêt à participer à une activité suite à une action d'information, précédemment diffusée, et ce en concertation étroite avec l'Entité sociale.
6. Communiquer à l'Entité sociale tout événement imprévu, conflit ou infraction pouvant survenir lors du développement de l'activité d'information ou de promotion de l'initiative de solidarité.
7. Tenir l'Entité sociale à couvert de toute responsabilité découlant de conflits, d'infractions, de réclamations, d'actions ou de demandes émanant de tiers liés à l'UNIVERSITÉ LYON 2 et à ses partenaires en lien avec l'objet du présent Accord, ainsi que tous dommages (y compris les frais ou honoraires d'avocats ou d'autres professionnels) qui, pour cette raison, seraient causés à l'Entité sociale.
8. Signaler à l'Entité sociale, une liste indiquant le nombre de personnes qui participeront à chacune des séances d'information, ainsi que les questions éventuelles qui peuvent survenir — afin que la CROIX-ROUGE puisse fournir des réponses et réactions adaptées.

D'autre part, la CROIX-ROUGE s'engage à :

- a. Réaliser le Projet en coordination avec l'UNIVERSITÉ LYON 2 et la section d'espagnol du Centre de Langues désignée comme interlocuteur de la CROIX-ROUGE pour le développement de ce Projet.
- b. Respecter et sauvegarder à tout moment les principes, normes et valeurs de base établis dans les statuts de l'Entité sociale, dont l'UNIVERSITÉ LYON 2 a été informée durant l'élaboration du présent Accord par l'Entité sociale elle-même.
- c. Fournir des informations sur le processus de sélection et d'intégration des activités bénévoles suite aux actions d'information et de promotion de l'UNIVERSITÉ LYON 2, afin que celle-ci puisse coordonner les allocations d'espaces et les entretiens en ligne en conséquence, ainsi que la

participation des étudiants à travers un espace de questions et réponses, et au final connaître les activités de volontariat ainsi générées.

d.Dégager de toute responsabilité l'UNIVERSITÉ LYON 2 vis-à-vis de tous conflits, infractions, réclamations, actions ou demandes émanant de tiers en relation avec l'Entité sociale et découlant de l'objet du présent Accord, ainsi qu'indemniser de tous dommages (y compris les frais ou honoraires d'avocats ou autres professionnels) ainsi causés à l'UNIVERSITÉ LYON 2.

e.Fournir à l'UNIVERSITÉ LYON 2, à travers le Centre de langue espagnole de la Faculté des Langues, des propositions de présentations d'activités bénévoles mises en œuvre — avec pour chacune le détail de leurs circonstances et caractéristiques de réalisation. Dans le cas d'un large éventail de domaines d'activité, les activités à diffuser et à promouvoir varieront en fonction de ces critères.

f.Gérer la sélection des candidats aux actions de volontariat — en respectant les exigences légales établies par la loi espagnole 45/2015, du 14 octobre, sur le volontariat ainsi que les réglementations régionales applicables dans chaque cas. Cela impliquera nécessairement que la CROIX-ROUGE espagnole veille au respect des obligations légales et des procédures requises par les législations, espagnole et locale, applicables — en s'assurant du respect par l'UNIVERSITÉ LYON 2 de la législation applicable sur la protection des données et le respect du travail bénévole et solidaire effectué par ses membres.

g.Assurer, à travers l'espace Marque et Communication de la Croix-Rouge, un niveau adéquat de communication, dans la mesure du possible, sur la collaboration établie entre les deux Parties.

ARTICLE 6 — DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE, INDUSTRIELLE ET D'IMAGE. MATÉRIAUX ET ACTIVITÉS PROMOTIONNELLES.

Les deux Parties s'engagent à utiliser les marques et signes distinctifs de l'autre Partie, mais uniquement dans le cadre du Projet aux présentes et toujours conformément aux dispositions expresses du présent Accord et sans qu'aucune contrepartie ne soit due à ce titre.

Ainsi, l'UNIVERSITÉ LYON 2 autorise la CROIX ROUGE à utiliser le nom et le logo de l'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2 pour sa communication autour du Programme de Promotion, Reconnaissance et Diffusion du Volontariat sur son site et/ou application internet, ainsi que dans toutes activités ou matériels à usage interne liés au Projet, dans la limite des termes de la présente clause.

Les deux Parties s'engagent et s'autorisent mutuellement à vérifier et faire vérifier toute utilisation telle que susdite afin d'assurer un usage approprié des éléments de communication transmis, conformément à la charte graphique des Parties. Chaque Partie s'engage à suivre et faire respecter les instructions qu'elle reçoit de l'autre concernant la reproduction correcte et fidèle des marques et signes distinctifs susmentionnés. Les deux Parties reconnaissent expressément que, sauf disposition expresse du présent Accord, elles ne peuvent faire un usage autre que celui expressément convenu du nom, des marques commerciales ou des signes distinctifs de l'autre Partie et qu'en vertu du présent Accord, aucune des Parties n'acquiert de droit sur aucune marque ou signe distinctif de l'autre. En outre, les Parties s'engagent toutes deux à ne pas chercher à acquérir aucun droit, titre ou intérêt dans ceux-ci, ni pendant la durée du présent Accord ni après sa résiliation.

En aucun cas, la conclusion et l'application du présent Accord ne peuvent être comprises comme impliquant une transmission, cession ou renonciation de quelque nature que ce soit sur les droits de propriété intellectuelle ou industrielle de l'une des Parties en faveur de l'autre.

L'UNIVERSITÉ LYON 2 (par l'intermédiaire du Centre de langue espagnole de la Faculté des Langues) sera autorisée à effectuer le travail de diffusion des entretiens ou des sessions, et à préparer le matériel promotionnel qu'elle juge approprié pour la meilleure communication et promotion du Projet, de la manière qu'elle juge adéquate, suivant les termes établis dans le présent accord (en particulier en convenant des modes de diffusion et des matériels), et sans que cela implique une contrepartie ou une obligation pour l'autre Partie.

Tous les droits de propriété intellectuelle et industrielle sur le Matériel promotionnel développé en relation avec le Projet appartiendront conjointement aux Parties respectives — sans préjudice que l'Entité sociale puisse opposer son veto à leur utilisation, conformément aux dispositions de la présente clause.

ARTICLE 7 — CONFIDENTIALITÉ.

Les deux Parties reconnaissent que toutes les informations auxquelles elles ont accès ou qui sont générées en vertu du présent Accord sont et seront reçues sur une base strictement confidentielle et ne peuvent être utilisées que conformément aux dispositions du présent Accord.

En particulier, les Parties et tous tiers leur fournissant des produits, services et prestations doivent souscrire à une obligation de confidentialité la plus stricte sur le contenu du Projet, ainsi que sur toutes conversations, négociations et actions liées à leur mission, s'engageant à ne pas divulguer, en tout ni en partie, son contenu à d'autres tiers sans autorisation écrite préalable.

Les Parties s'engagent également à prendre toutes les mesures raisonnables pour protéger la confidentialité des renseignements et pour empêcher leur divulgation ou leur utilisation et pour éviter qu'ils ne deviennent du domaine public ou en possession de personnes autres que celles autorisées à détenir ces renseignements en vertu du présent Accord. De la même manière, ils s'engagent à protéger et archiver avec le plus haut niveau de diligence et de sécurité toute la documentation relative au Projet.

Les dispositions de la présente clause resteront en vigueur pendant la durée du présent Accord et survivront à sa résiliation, quelle qu'en soit la cause. Chaque partie est et restera responsable envers l'autre de toute violation de la confidentialité des informations par elle-même ou ses sous-traitants, employés, conseillers ou agents.

ARTICLE 8 — PROTECTION DES DONNÉES.

Compte tenu de la nature et de l'objet de cet accord de collaboration pour le développement du Projet, les Parties se soumettent à la législation espagnole en matière de protection des données et assument indépendamment leur statut de responsable du traitement des données des personnes impliquées dans toute activité bénévole au titre des présentes et font l'objet d'un traitement, obligeant au respect des principes et préceptes établis dans le *Règlement Général sur la Protection des Données* (RGPD) et la *loi espagnole 3/2018 du 5 décembre sur la protection des données personnelles et la garantie des droits numériques*, ainsi que toute autre législation, règlement ou directive applicable à tout moment. Le présent Accord n'établit en aucun cas ni à aucun moment de coresponsabilité des Parties dans le traitement des données.

De même, les données personnelles des Parties incluses dans le présent Accord, échangées entre elles pour permettre la réalisation des objectifs des présentes, seront traitées par chaque Partie afin de permettre leur fourniture et contrôle autant que de droit. En tant que base du traitement et de

l'exécution dudit Accord, lesdites données devront être conservées tout au long de sa Durée et même ultérieurement, jusqu'à prescription de toutes responsabilités directes ou indirectes possibles.

Les Parties s'engagent à transférer à tout moment toutes informations à leurs détenteurs légitimes, ainsi qu'à indiquer à ces derniers la possibilité d'en faire la demande par écrit aux adresses respectives indiquées dans l'en-tête des présentes afin d'exercer leurs droits.

ARTICLE 9 – DIVERS ET JURIDICTION APPLICABLE

9.1 Renonciation — Aucune renonciation à une action en relation avec une violation ou aucun retard dans l'exécution d'une disposition du présent Accord ne constitue une renonciation à agir à l'égard de toute autre violation ou exécution tardive de cette même clause ou de toute autre des présentes. L'exercice isolé d'un droit ou l'exercice injustifié d'un droit ou d'une prérogative ne peut en aucun cas exclure aucun exercice ultérieur de ce même droit ou prérogative.

9.2 Nullité partielle – Si une disposition du présent Accord devait être déclarée nulle ou inefficace par un tribunal ou une autorité compétente, le reste de l'Accord resterait en vigueur et de plein effet — sauf dans le cas où la nullité ou l'inapplicabilité de ladite clause remettrait en question la réalisation des objectifs économiques, juridiques et commerciaux poursuivis par les Parties avec les présentes.

9.3 Bonne foi – Dans le cas où la clause déclarée nulle ou non efficace ne remettrait pas en question l'Accord, les Parties devront, en bonne foi, tenter de la remplacer par une autre clause valide, juridiquement exécutoire et permettant d'atteindre, dans la mesure du possible, les objectifs poursuivis par les Parties dans la clause invalidée.

9.4 Législation et juridiction – Le présent Accord sera régi et interprété conformément à la loi espagnole, les deux Parties renonçant à toute autre juridiction qui pourrait mieux leur correspondre et se soumettant irrévocablement et inconditionnellement à la juridiction exclusive des cours et tribunaux de la ville de Madrid pour résoudre tout conflit ou problème découlant de ou lié au présent Accord.

Nonobstant ce qui précède, les parties s'engagent à faire de leur mieux pour résoudre leurs différends à l'amiable et de bonne foi avant de recourir aux tribunaux compétents.

En foi de quoi, et pour preuve de leur engagement aux présentes, les Parties signent le présent Accord, au lieu et à la date indiqués ci-dessus, en double exemplaire et au seul effet des présentes, laissant un exemplaire en possession de chacune des Parties.

A Lyon, le _____	_____
Nathalie DOMPNIER	Leopoldo Pérez Suárez
Présidente de l'UNIVERSITÉ LYON 2	Secrétaire général de la CROIX ROUGE